L.634/1 (P.M.)

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 634/1
11 OCT. 1949
Transmis à M. Bureau Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 7 octobre 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds Provisoire de Soutien des Chômeurs Involontaires, complété et modifié par les arrêtés du Régent des 26 novembre 1945, 29 décembre 1945, 18 novembre 1946, 5 mai 1947, 3 juin 1947, 14 janvier 1948, 10 mai 1948, 10 août 1948, 19 mars 1949 et 26 mai 1949, a donné en sa séance du 10 octobre 1949 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e October 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging van het organiek besluit van de Regent van 26 Mei 1945, betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen aangevuld en gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 26 November 1945, 29 December 1945, 18 November 1946, 5 Mei 1947, 3 Juni 1947, 14 Januari 1948, 10 Mei 1948, 10 Augustus 1948, 19 Maart 1949 en 26 Mei 1949, heeft ter zitting van 10 October 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet reprend dans ses grandes lignes l'arrêté du Régent du 12 mars 1949 avec les modifications suivantes :

1° la preuve à fournir par les femmes pour pouvoir être considérées comme occupées normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi doit porter tant sur leur occupation effective pendant 75 jours au cours de la période de référence que sur le prélèvement sur leur salaire des cotisations prévues par l'article 3, alinéa 1er de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° la période de référence de trois ans ou de un an n'est plus celle qui précède immédiatement la demande d'admission ou de réadmission mais celle qui expire à la date du 30 juin précédant cette demande;

3° des dérogations sont prévues pour les femmes qui ont été occupées pendant les 75 jours requis, à l'étranger, mais dans un emploi qui aurait donné lieu en Belgique au prélèvement exigé ainsi que pour les travailleurs qui se sont trouvés en état d'incapacité physique de travailler par suite de maladie, d'invalidité ou d'accident du travail, pour autant que cette incapacité ait duré au moins la moitié des périodes de référence;

4° il ne suffit plus à l'intéressée comme le permettait l'article 76 ter abrogé de prouver que c'est par suite de circonstances indépendantes de sa volonté qu'elle n'a pas accompli les prestations de travail requises;

5° l'article 76 quater abrogé permettait au ministre de modifier dans certains cas la période de référence sur avis conforme du conseil de direction du fonds provisoire.

Le projet actuel n'exige plus que l'avis soit conforme.

Rappelant son avis sur l'arrêté du Régent du 12 mars 1949, le Conseil d'Etat fait remarquer à nouveau que le projet a pour conséquence juridique anormale et contraire à l'organisation sociale actuelle de placer les femmes mariées dans une situation moins favorable que les autres, en mettant dans certains cas à leur charge une preuve qui n'est pas imposée à celles qui vivent en concubinage.

*
* *

Le Conseil d'Etat est d'avis de supprimer, dans le deuxième alinéa du préambule, la mention des arrêtés du Régent du 26 novembre 1945 et du 5 mai 1947; le premier de ceux-ci est devenu sans objet depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du Régent du 18 novembre 1946 et le second a été abrogé par l'arrêté du Régent du 10 mai 1948.

*
* *

Le Conseil d'Etat propose de ne pas viser l'avis du conseil de direction du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, cette consultation n'étant pas requise, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire quelconque.

*
* *

Le Conseil d'Etat propose en outre des modifications de forme, notamment la fusion des articles 4 et 5 du projet, suivant la rédaction ci-après :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 26 MAI 1945, ORGANIQUE DU FONDS PROVISOIRE DE SOUTIEN DES CHOMEURS INVOLONTAIRES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les arrêtés-lois des 20 mars 1945, 3 août 1945, 6 septembre 1946 et par la loi du 7 juin 1949, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, modifié par les arrêtés du Régent des 29 décembre 1945, 18 novembre 1946, 3 juin 1947, 14 janvier 1948, 10 mai 1948, 10 août 1948, 19 mars 1949 et 26 mai 1949, notamment l'article 76;

.....

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, un article 76 bis ainsi conçu :

" Article 76 bis - § ler - Les femmes célibataires, veuves, divorcées, séparées de corps ou séparées de fait ainsi que les femmes mariées dont les revenus professionnels constituent la principale ressource du ménage, ne sont considérées comme occupées normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi que si elles prouvent :

1° qu'elles ont accompli au moins septante-cinq journées de travail effectif au cours de la période comprenant :
   a) les trois années de référence précédant celle de la demande d'admission ou de réadmission au bénéfice des allocations de chômage;
   b) la partie de l'année de référence en cours;

2° que les cotisations prévues par l'article 3, alinéa ler de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ont été prélevées sur les rémunérations afférentes à ces journées de travail.

§ 2 - Les femmes mariées dont les revenus professionnels ne constituent pas la principale ressource du ménage, ne sont considérées comme occupées normalement sous le régime du contrat de travail ou d'emploi que si elles prouvent :

1° qu'elles ont accompli au moins septante-cinq journées de travail effectif au cours de la période comprenant :
   a) l'année de référence précédant celle de la demande d'admission ou de réadmission au bénéfice des allocations de chômage;
   b) la partie de l'année de référence en cours;

2° que les cotisations prévues par l'article 3, alinéa ler, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ont été prélevées sur les rémunérations afférentes à ces journées de travail."

Article 2 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 76ter ainsi conçu :

" Article 76 ter - Chaque année il est procédé d'office, le premier lundi du mois de juillet, à la révision de la situation des femmes mariées visées à l'article 76bis, § 2, qui se trouvent en état de chômage à cette date.

Ces femmes ne sont maintenues au bénéfice des allocations de chômage à partir de cette date, que si elles prouvent :

1° qu'elles ont effectué au moins septante-cinq journées de travail effectif postérieurement au 1er juillet de l'année précédente;

2° que les cotisations prévues par l'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ont été prélevées sur les rémunérations afférentes à ces journées de travail."

.....

Article 3 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 76 quater ainsi conçu :

" Article 76 quater - Est considérée comme année de référence au sens des articles 76 bis et 76 ter, la période qui s'étend du 1er juillet au 30 juin."

Article 4 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 76 quinquiès ainsi conçu :

" Article 76 quinquiès - Nonobstant les dispositions qui précèdent, sont admises au bénéfice des allocations de chômage les intéressées qui prouvent :

1° soit que les prestations requises ont été effectuées à l'étranger dans un emploi qui aurait donné lieu en Belgique aux prélèvements prévus aux articles 76 bis et 76 ter du présent arrêté, pour autant que les intéressées soient domiciliées en Belgique;

2° soit que les prélèvements requis n'ont pas été opérés par suite de circonstances indépendantes de leur volonté."

Article 5 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 76 sexies ainsi conçu :

"Article 76 sexies - Sont dispensées de justifier des prestations de travail requises, les travailleuses qui ont été dûment indemnisées en conformité des lois et règlements relatifs aux accidents du travail, aux maladies professionnelles et à l'assurance maladie-invalidité pour autant que l'incapacité de travail ait duré au moins la moitié des périodes de référence visées aux articles 76 bis ou 76 ter du présent arrêté."

Article 6 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 76 septies ainsi conçu :

"Article 76 septies - Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, dans les conditions qu'il détermine et après avoir pris l'avis du conseil de direction du fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, modifier, en raison de circonstances économiques et pour une industrie ou une région déterminée, les périodes visées aux articles 76 bis ou 76 ter du présent arrêté."

Article 7 -

L'article 76, dernier alinéa, du même arrêté, complété par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1945, est abrogé.

Article 8 -

La revision d'office prévue à l'article 76 ter s'applique à titre exceptionnel, pour l'année 1949, aux femmes visées par cet article et qui se trouvent en état de chômage le 7 novembre 1949.

Pour cette revision, la période de référence s'étend du 1er juillet 1948 au 6 novembre 1949.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 76 ter, alinéa 2, les exclusions prononcées du fait de cette première revision d'office, ne sortent leurs effets que le 5 décembre 1949.

Article 9 -

Le présent arrêté entre en vigueur le 7 novembre 1949.

Article 10 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp neemt in zijn grote trekken het besluit van de Regent van 12 Maart 1949 over, met de volgende wijzigingen :

1° het bewijs, door de vrouwen te leveren om in aanmerking te kunnen komen als normaal onder het stelsel van het arbeids- of het bediendencontract te werk gesteld, moet slaan, zowel op hun werkelijke tewerkstelling gedurende 75 dagen in de loop van de referteperiode als op de afhouding van hun loon, van de bijdragen, bepaald in artikel 3, lid 1 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders ;

2° de referteperiode van 3 jaar of van één jaar is niet meer die, welke de aanvraag om toegelaten of opnieuw toegelaten te worden onmiddellijk voorafgaat, doch die welke eindigt de 30ste Juni vóór deze aanvraag ;

3° afwijkingen worden bepaald voor de vrouwen, die tijdens de 75 vereiste dagen op den vreemde gewerkt hebben, in een bediening echter die in België aanleiding zou gegeven hebben tot de vereiste afhouding, alsmede voor de arbeiders die wegens ziekte, invaliditeit of arbeidsongeval lichamelijk ongeschikt tot werken zijn geweest, voor zover deze ongeschiktheid ten minste de helft van de referteperiode heeft geduurd ;

4° voor de belanghebbende is het niet meer voldoende, zoals het opgeheven artikel 76ter het toeliet, te bewijzen dat zij de vereiste werkprestaties niet heeft verricht ingevolge omstandigheden onafhankelijk van haar wil ;

5° krachtens het opgeheven artikel 76 quater kon de minister, in bepaalde gevallen, de referteperiode wijzigen op het eensluidend advies van de directieraad van het voorlopig steunfonds.

.../...

Het tegenwoordig ontwerp eist niet meer dat het advies eensluidend is.

De Raad van State herinnert aan zijn advies over het besluit van de Regent van 12 Maart 1949 en wijst nogmaals op het abnormale en met de huidige sociale organisatie strijdige rechtsgevolg van het ontwerp, namelijk dat de gehuwde vrouwen in een minder gunstige toestand geplaatst worden dan de andere, doordat in sommige gevallen van hen een bewijs wordt geëist, dat niet wordt opgelegd aan degenen die in concubinaat leven.

*
* *

De Raad van State is van advies dat men de besluiten van de Regent van 26 November 1945 en 5 Mei 1947 in het tweede lid van de inleiding beter niet vermeldt; het eerste besluit is zonder voorwerp sinds het besluit van de Regent van 18 November 1946 in werking is getreden en het tweede is opgeheven bij besluit van de Regent van 10 Mei 1948.

*
* *

De Raad van State stelt voor, het advies van de directieraad van het voorlopig steunfonds voor onvrijwillige werklozen niet te vermelden, aangezien dit raadplegen krachtens geen enkele wets- of reglementsbepaling vereist is.

*
* *

.../...

De Raad van State stelt bovendien een aantal vormwijzigingen voor, met name de samensmelting van de artikelen 4 en 5 van het ontwerp, zoals in de onderstaande tekst is aangegeven :

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 26 MEI 1945, BETREFFENDE DE INRICHTING VAN HET VOORLOPIG STEUNFONDS VOOR ONVRIJWILLIGE WERKLOZEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de besluitwetten van 20 Maart 1945, 3 Augustus 1945, 6 September 1946 en bij de wet van 7 Juni 1949, namelijk op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het voorlopig steunfonds voor onvrijwillige werklozen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 December 1945, 18 November 1946, 3 Juni 1947, 14 Januari 1948, 10 Mei 1948, 10 Augustus 1948, 19 Maart 1949 en 26 Mei 1949, namelijk op artikel 76;

.....

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

In het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 wordt een artikel 76 bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 76 bis.- § 1.- De vrouwen, die ongehuwd, weduwe, uit de echt gescheiden, van tafel en bed of feitelijk gescheiden zijn, alsmede de gehuwde vrouwen wier beroepsinkomen het voornaamste bestaansmiddel van het gezin is, worden slechts geacht normaal onder het stelsel van het arbeids- of bediendencontract te werk gesteld te zijn, wanneer zij bewijzen:

1° dat zij ten minste vijf en zeventig dagen werkelijke arbeid verricht hebben in de loop van de periode omvattende:

a) de drie refertejaren welke het jaar van de aanvraag om werklozensteun te genieten of opnieuw te genieten voorafgaan;

b) het gedeelte van het lopende refertejaar;

2° dat de bijdragen, bepaald bij artikel 3, lid 1 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, van de op deze arbeidsdagen betrekking hebbende bezoldigingen werden afgehouden.

§ 2.- De gehuwde vrouwen, wier beroepsinkomen niet het voornaamste bestaansmiddel van het gezin is, worden slechts dan geacht normaal onder het stelsel van het arbeids- of bediendencontract te werk gesteld te zijn, wanneer zij bewijzen :

1° dat zij ten minste vijf en zeventig dagen werkelijke arbeid verricht hebben in de loop van de periode omvattende:

a) de drie refertejaren welke het jaar van de aanvraag om werklozensteun te genieten of opnieuw te genieten voorafgaan;

b) het gedeelte van het lopende refertejaar;

2° dat de bijdragen, bepaald bij artikel 3, lid 1 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, van de op deze arbeidsdagen betrekking hebbende bezoldigingen werden afgehouden".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76ter ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

" Artikel 76 ter.-

Elk jaar wordt op de eerste Maandag der maand Juli ambtshalve overgegaan tot de herziening van de toestand der gehuwde vrouwen, over wie in § 2 van artikel 76 bis gesproken wordt en die op deze datum werkloos zijn.

Deze vrouwen kunnen van deze datum af de werklozensteun slechts blijven genieten zo zij bewijzen :

1° dat zij na 1 Juli van het vorig jaar ten minste vijf en zeventig dagen werkelijke arbeid verricht hebben ;

2° dat de bijdragen, bepaald bij artikel 3, lid 1 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, van de op deze arbeidsdagen betrekking hebbende bezoldigingen werden afgehouden."

.....

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 quater ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 76 quater.-

Als refertejaar in de betekenis van de artikelen 76 bis en 76 ter wordt beschouwd de periode die loopt van 1 Juli tot 30 Juni."

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 76 quinquies.-

Ongeacht de voorgaande bepalingen, wordt de werklozensteun verleend aan de belanghebbenden die bewijzen :

1° dat de vereiste prestaties in het buitenland zijn verricht in een bediening welke in België aanleiding zou gegeven hebben tot de in de artikelen 76 bis en 76 ter van dit besluit bepaalde afhoudingen, voor zover de belanghebbenden hun woonplaats hebben in België;

.../...

2° of dat de vereiste afhoudingen niet zijn gedaan ingevolge omstandigheden onafhankelijk van hun wil.

Artikel 5.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 sexies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 76_sexies - Moeten niet bewijzen de vereiste arbeidsprestaties te hebben verricht, de arbeidsters die behoorlijk vergoed werden overenkomstig de wetten en reglementen inzake arbeidsongevallen, beroepsziekten en verzekering tegen ziekte en invaliditeit voor zover de ongeschiktheid tot werken de helft van de referteperioden, in de artikelen 76 bis of 76 ter van dit besluit bedoeld, heeft geduurd".

Artikel 6.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 76 septies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 76_septies_- De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan de perioden, in de artikelen 76 bis of 76 ter van dit besluit bedoeld, onder door hem te bepalen voorwaarden en na het advies van de directieraad van het voorlopig steunfonds voor onvrijwillige werklozen te hebben ingewonnen, wijzigen wegens de economische omstandigheden en voor een bepaalde nijverheid of streek".

Artikel 7.-

Artikel 76, laatste lid, van hetzelfde besluit, zoals het aangevuld is bij besluit van de Regent van 29 December 1945, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 8.-

De bij artikel 76 ter bepaalde herziening van ambtswege is, bij uitzondering, voor het jaar 1949 toepasselijk op de bij dat artikel bedoelde vrouwen die op 7 November 1949 werkloos zijn.

Voor die herziening loopt de referteperiode van 1 Juli 1948 tot 6 November 1949.

In afwijking van de bepalingen van artikel 76 ter, lid 2, hebben de uitsluitingen uitgesproken ingevolge deze eerste herziening van ambtswege, evenwel eerst uitwerking met ingang van 5 December 1949.

Artikel 9.-

Dit besluit treedt 7 November 1949 in werking.

Artikel 10.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,